

Lettre ouverte à la Commission des Psychologues,
(Avenue des arts 3, 1210 Bruxelles)
Nederlandse versie beneden

Pour être signataire de cette lettre, cliquez sur ce lien : <https://goo.gl/forms/KRzbuA4WJSr8IseB2>

Nous, psychologues, écrivons ce courrier pour exprimer **notre profond désaccord avec le fonctionnement de la Commission des Psychologues.**

Nous nous vivons comme pris en otage par la Commission des psychologues qui exerce son rôle consultatif auprès des autorités de **manière opaque**. Nous sommes en effet légalement obligés de payer une cotisation à une institution qui œuvre pour l'avenir de notre métier sans consulter la plus grande partie de ses affiliés. Nous considérons cela comme **un déni de démocratie**.

Nous dénonçons la domination, au sein de la Commission, d'une seule manière de concevoir notre profession, celle de la FBP (Fédération Belge des Psychologues), qui dispose de 14 sièges sur 16, alors que cette association ne représente que 3500 psychologues sur les 10661 affiliés à la Commission (Rapport annuel 2015). Qu'est-ce qui justifie cette écrasante majorité ? **De quel droit une seule fédération, ne représentant qu'un tiers des affiliés, fait-elle la loi aux autres ?**

Un fonctionnement qui porte préjudice au métier de psychologue

La FBP soutient clairement la politique actuelle de paramédicalisation des psychologues de la Ministre De Block.

Or, nous ne sommes pas d'accord avec cette évolution de notre profession: **elle porte préjudice à notre métier**. En effet, nous considérons qu'il s'agit d'une vision simpliste de l'être humain et de son fonctionnement psychique qui **contribue à une détérioration de la qualité des soins**. De plus, en réservant l'exclusivité de la pratique psychothérapeutique aux seuls psychologues cliniciens, orthopédagogues cliniciens et médecins, la modification de la loi sur les psychothérapies votée en 2016 nie toute la richesse des formations possibles en Belgique et **contribue à diminuer les exigences de formation**. Les compétences futures des psychologues seront à n'en pas douter moindre qu'aujourd'hui.

Être inféodés à une autre profession (le corps médical) porte atteinte à notre liberté d'action, aux compétences qui peuvent nous être reconnues et met à mal l'espace de parole et la confidentialité. **Ce sont les bases même du métier qui sont malmenées sans que la majorité des psychologues puisse dire quoique ce soit.**

Un manque de transparence

En acceptant de participer aux réflexions sur « le profil de compétence des psychologues cliniciens » (rapport annuel 2015) sans nous rendre compte du contenu, la Compsy renforce son manque de transparence et nous empêche de lui accorder la confiance qu'elle est censée nous inspirer. La matière concernant le psychologue clinicien touche directement la réforme de M. De Block. A nouveau la même question se pose : quelle a été la position de la Commission sur cette question connaissant la majorité pro-De Block de la FBP ? Nous ne savons pas, **l'opacité est maintenue.**

Une mission de consultation exercée sans concertation

La Commission compte utiliser le montant très conséquent des cotisations thésaurisées pour promouvoir des études « utilisées dans le cadre consultatif de » leur « rôle vis-à-vis des autorités » (Rapport annuel 2015). **Nous n'avons pas eu la possibilité d'exprimer notre avis à ce sujet, ce qui montre à nouveau l'impossibilité de se faire entendre au sein d'un organe que nous finançons.** Inévitablement, ce sera l'organisme dominant, la FBP, qui fera prévaloir ses intérêts en termes d'études. Comment ces « études » seront orientées, au vu de la position de la FBP ? C'est aussi une question qui nous préoccupe.

En acceptant sans réagir qu'une seule organisation professionnelle fasse la loi au sein des organes de décision, la **Commission nie la pluralité des approches propre à notre fonctionnement démocratique.** Pourquoi ne se préoccupe-t-elle pas du fait que 7000 des psychologues qui lui versent une cotisation n'aient pas la parole en son sein ? Pourquoi ne pas penser un système qui permette à chacun de faire valoir son avis, en encourageant par exemple à une affiliation à une association professionnelle représentative et en partageant mieux le nombre de sièges, par exemple ?

Nous sommes dans ce qui ressemble à de l'abus de pouvoir... chèrement financé par nos poches! Le montant annuel touché par la Commission doit s'élever à plus de 600.000 euros grâce à nos affiliations (et ceci sans compter l'argent économisé). **Nous sommes en droit de demander des comptes sur l'usage qui en est fait.**

Nous exigeons :

- **Plus de transparence, par des comptes-rendus réguliers publiés sur le site,**
- **Que la Commission se dote d'un mécanisme de concertation pour l'ensemble de ses affiliés,**
- **Qu'elle rende ses avis consultatifs, passés comme futurs, aux autorités, accessibles à tous les affiliés. Rien dans la loi ne prévoit cette mise au secret.**
- **Qu'elle signale que l'affiliation à une association professionnelle permettra d'avoir une voix au sein des organes décisionnaires.**

Puisque nous ne pouvons être entendus comme psychologues à l'heure actuelle, certains d'entre nous ont choisi de retarder le paiement de leur cotisation pour se manifester. En tout état de cause, avec ou sans paiement de la cotisation 2017, nous tenons à vous signifier par cette lettre que nous attendons vivement de réelles propositions de concertation démocratique.

Nous n'hésiterons pas à nous adresser aux autorités compétentes si cette situation d'abus perdure.

Veuillez recevoir l'expression de nos sentiments distingués,

Psychologues, vous pouvez marquer votre désaccord de trois manières :

- *Si vous avez déjà payé votre cotisation, vous pouvez signer cette lettre ouverte en cliquant sur ce lien : <https://goo.gl/forms/KRzbuA4WJSr8IseB2>,*
- *Si vous ne l'avez pas encore payée, vous pouvez signer la lettre et retarder le paiement de votre cotisation. Il est légalement prévu d'avoir un retard 45 jours avant de devoir la payer (Arrêté ministériel du 18 novembre 2015, art. 2)*
- *Ne pas la payer, ce qui expose à ne plus pouvoir porter le titre de psychologue.*

Contact lettreouvertecompsy@gmail.com

Open brief aan de Psychologencommissie (Kunstlaan 3 – 1210 Brussel)

Version française en haut

Om deze brief mee te ondertekenen, klik op volgende link:

<https://goo.gl/forms/KRzbuA4WJSr8IseB2>

Wij, psychologen, willen met dit schrijven uitdrukken dat we het grondig oneens zijn met de werking van de Psychologencommissie.

We voelen ons **gegijzeld door de Psychologencommissie** die zijn adviserende rol naar de overheid op een heel **ondoorzichtige manier** vervult. We zijn wettelijk verplicht om lidgeld te betalen aan een instituut dat de toekomst van ons beroep bepaalt, maar dat nalaat de meerderheid van zijn aangesloten leden te consulteren. We beschouwen dit als **een negeren van de democratie**.

We klagen aan dat er binnen de psychologencommissie slechts één visie op het beroep van psycholoog mag bestaan, en dat is deze van de BFP (Belgische Federatie van Psychologen). De BFP neemt 14 van de 16 zetels binnen de Psychologencommissie in, terwijl deze vereniging 3500 van de 10661 leden van de Commissie vertegenwoordigt (Jaarverslag 2015). Wat is de rechtvaardiging van deze overheersing? **Met welk recht bepaalt één federatie, die slechts een derde van de aangeslotenen vertegenwoordigt, de wet voor de anderen?**

Een werkwijze die afbreuk doet aan het beroep van psycholoog.

De BFP ondersteunt duidelijk de actuele politiek van Minister De Block, die een paramedicalisering van het beroep van psycholoog inhoudt.

We zijn niet akkoord met deze evolutie **die afbreuk doet aan ons vak**. We beschouwen de paramedicalisering als een reducerende visie op het mens-zijn en op het psychisch functioneren, die bijdraagt tot **de achteruitgang van de kwaliteit van de zorg**. Als men bovendien de psychotherapeutische praktijk exclusief reserveert voor klinisch psychologen, klinisch orthopedagogen en artsen, ontkent de in 2016 gestemde wet mbt de psychotherapie alle rijkdom die voortvloeit uit de diversiteit van opleidingen in België en draagt ze zo ook bij tot **de verarming van het onderwijs**. De competenties van toekomstige psychologen zullen zonder twijfel afnemen.

De onderschikking aan het medisch beroep limiteert onze vrijheid van handelen, miskent onze competenties en ondermijnt de ruimte van het spreken en de confidentialiteit. **Het zijn de grondregels van ons vak die aangetast worden zonder dat de meerderheid van psychologen daar enige zeggenschap in gehad heeft.**

Gebrek aan transparantie

Door deel te nemen aan de reflecties rond « het competentieprofiel van de klinisch psycholoog » (jaarrapport 2015) zonder ons op de hoogte te stellen van de inhoud, heeft de commissie haar gebrek aan transparantie onderlijnd en het moeilijk gemaakt nog vertrouwen te stellen in de wijze waarop ze haar missies vervult. De materie betreffende de klinisch psycholoog raakt direct aan de hervorming van M. De Block. Opnieuw stelt zich dezelfde vraag: wat was de positie van de Psychologencommissie in deze materie gelet op het pro-De Block standpunt van de BFP? We weten het niet. **Het mistgordijn blijft.**

Advies aan de overheid zonder overleg

De Commissie maakt gebruik van de vergaarde bijdragen uit de lidgelden ter bevordering van de studies in het kader van haar « adviserende rol ten opzichte van de overheid » (jaarverslag 2015). **We hebben niet de kans gekregen om onze visie mbt dat advies uit te drukken. Dit toont opnieuw dat we in de onmogelijkheid verkeren om gehoord te worden door het orgaan dat we financieren.** Het is dan ook onvermijdelijk dat de dominerende federatie, de BFP, haar belangen en premissen mbt de » studies » zonder veel weerstand doorgedrukt krijgt. Hoe zullen die « studies » dan georiënteerd zijn, gelet op de stellingname van de BFP ? Dat is ook een vraag die ons bezighoudt.

Als er zonder tegenreactie geaccepteerd wordt dat één beroepsvereniging de wet stelt binnen een beslissingsorgaan, **dan gaat de Commissie voorbij aan het pluraliteitsbeginsel dat aan de basis ligt van ons democratisch bestel.** Waarom bekommert de Commissie zich er niet om dat 7000 psychologen die verplicht zijn lidgeld te betalen geen stem hebben in haar structuur ? Waarom bv. de leden niet aansporen hun stem te doen gelden door zich aan te sluiten bij een beroepsvereniging die hen representeert en de zetels met effectieve beslissingsmacht beter te verdelen ?

Het begint naar machtsmisbruik te ruiken ... en één dat zwaar vanuit onze eigen middelen gefinancierd wordt. Het jaarlijks bedrag dat de Commissie dankzij onze lidgelden ontvangt, moet ondertussen meer dan 600.000 euro bedragen (dit zonder de gespaarde middelen in rekening te brengen). **We hebben het recht inzage te hebben in de bestemming van deze gelden.**

We eisen:

- **Dat de Commissie transparanter tewerk gaat, door regelmatig verslagen op de website te publiceren.**
- **Dat de Commissie een mechanisme ontwikkelt waardoor ze haar geaffilieerde leden raadpleegt en met hen in overleg gaat.**
- **Dat de Commissie de adviezen die ze in het verleden aan de overheid gegeven heeft en die ze in de toekomst nog zal geven, beschikbaar stelt voor alle leden. De wet voorziet geen geheimhouding hierrond.**
- **Dat de Commissie aangeeft dat het lidmaatschap van een beroepsvereniging die het lid representeert ertoe bijdraagt dat het lid een stem heeft in het beslissingsproces.**

Omdat we momenteel als psycholoog niet gehoord zijn, hebben sommigen ervoor gekozen om hun verzet ook uit te drukken door de betaling van hun lidgeld 2017 uit te stellen. In ieder geval, met of zonder betaling van het lidgeld van 2017, willen we u met dit schrijven informeren dat we reële voorstellen van democratisch overleg en raadpleging verwachten.

We zullen niet aarzelen om ons te wenden tot de bevoegde instanties als de toestand van misbruik aanhoudt.

Hoogachtend,

Psychologen, u kan uw verzet op 3 manieren uitdrukken :

- *Als u uw lidgeld reeds betaald heeft, kan u deze open brief ondertekenen door te klikken op volgende link : <https://goo.gl/forms/KRzbuA4WJSr8IseB2>*
- *Als u uw lidgeld nog niet betaald heeft, kan u deze open brief ondertekenen via bovenstaande link en uw betaling uitstellen. Het is wettelijk voorzien dat u 45 dagen tijd heeft om uw betaling te volbrengen (ministerieel besluit van de 18 november 201, art. 2),*
- *Niet betalen en het recht verliezen om de titel van psycholoog te mogen dragen.*

Contactinfo : lettreouvertecompsy@gmail.com

**Psychologues signataires,
Psychologen - ondertekenaars :**

Aquino Chiara
Boussart Cédric
Coppens Hélène
Alba Salvina
Nguyen Magali
Schuddinck Tania
Danloy Céline
Crame Nathalie
Junius Justine